

Brochure n° 3127

**Convention collective nationale**  
**IDCC : 1396. – INDUSTRIES DE PRODUITS**  
**ALIMENTAIRES ÉLABORÉS**

**ACCORD DU 28 JANVIER 2015**  
**RELATIF AUX SALAIRES MINIMA AU 1<sup>ER</sup> FÉVRIER 2015**  
**(BRETAGNE OUEST-ATLANTIQUE)**

NOR : ASET1550385M  
IDCC : 1396

Entre :  
Le SFAC de Bretagne Ouest-Atlantique,  
D'une part, et  
La FGA CFDT,  
D'autre part,  
il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

L'évolution des salaires minima pour l'année 2015 se fera en une seule augmentation, qui interviendra le 1<sup>er</sup> février 2015.

*Barème des minima applicable au 1<sup>er</sup> février 2015*

*(En euros.)*

NIVEAU	COEFFICIENT	TAUX HORAIRE	RÉMUNÉRATION TOTALE (taux horaire x 151,67 heures)
I	120	9,61	1 457,55
	125	9,68	1 468,17
	135	9,73	1 475,75
II	145	9,79	1 484,85
	155	9,95	1 509,12
	165	10,10	1 531,87
III	175	10,35	1 569,78
	185	10,58	1 604,67
	195	10,90	1 653,20

## **Article 2**

### *Réduction du nombre de coefficients*

Conformément à ce qui est prévu par l'ADEPALE en charge de la convention collective nationale pour les industries des produits alimentaires élaborés, eu égard au nombre très important de coefficients que la grille actuelle présente, il est convenu de poursuivre le processus de réduction du nombre de coefficients compris entre le coefficient 125 et le coefficient 195 initié en 2012. Ce processus a pour finalité de supprimer progressivement les coefficients compris dans cette tranche qui se terminent par un zéro. Le coefficient 120 n'est pas concerné et sera maintenu. En conséquence, la réduction effective des écarts se concrétiserait à l'occasion de cet accord sur les salaires minima.

## **Article 3**

### *Contrepartie aux opérations d'habillage et de déshabillage*

Aux termes des dispositions de l'article L. 3121-3 du code du travail, les salariés assujettis au port d'une tenue de travail spécifique doivent pouvoir bénéficier d'une contrepartie soit sous forme de repos, soit financière.

Après avoir rappelé que ces temps d'habillage et de déshabillage ne constituaient pas du temps de travail effectif, le présent accord revalorise à compter du 1<sup>er</sup> février 2015 la contrepartie financière forfaitaire à 166,57 € brut annuels.

Cette contrepartie sera calculée au prorata du temps de travail effectif de chaque intéressé dans le cadre de la durée annuelle de travail en vigueur dans l'entreprise.

La présente contrepartie ne se cumule pas avec toute autre disposition ayant le même objet, instituée soit dans le cadre d'un accord d'entreprise, d'un accord d'établissement ou par le biais d'un contrat de travail, et ce quelle qu'en soit la forme (repos ou financière) à condition toutefois que les dispositions retenues prévoient une contrepartie au moins égale au montant minimum forfaitaire ci-dessus.

## **Article 4**

### *Formalités de dépôt. – Publicité*

Le texte du présent accord sera déposé au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes du lieu de conclusion (Quimper) et aux services centraux du ministère chargé du travail (en deux exemplaires, une version sur support papier et une version sur support électronique), conformément aux dispositions du code du travail.

(Suivent les signatures.)